

petit village, qu'a été érigée la première fromagerie du pays. Il dit que c'est en 1918 que le prix du lait pour la fabrication du fromage a atteint son plus haut chiffre: \$1.90 les 100 livres. Presque toutes les fromageries de cette région ont été fermées depuis, parce que le prix du fromage a été fixé à un chiffre moindre que les autres produits de la ferme.

J'ai fait remarquer que les fabricants de beurre sont exposés au même sort si on ne les encourage pas au lieu de les décourager. Vu les professions de foi de certains députés, surtout de ce côté-ci de la Chambre, touchant la nécessité d'un tarif protecteur au pays, il est important que, non seulement nous abolissions la protection d'un certain produit, mais que nous nous opposions à l'importation et la fabrication en Canada d'une contrefaçon tendant à ruiner une industrie établie depuis de longues années. Ceux qui se livrent à cette industrie disent que si l'on fait exception pour eux, si c'est l'attitude du pays à leur égard, s'ils ne reçoivent pas la même considération que les autres fabricants, ils useront de leur propre jugement au sujet des conventions douanières et traiteront avec le reste de l'univers. Et il n'y a rien d'étonnant à cela. Je désirerais savoir si le conseil national des produits de la ferme a été consulté à ce sujet ou s'il a protesté contre la continuation de cette mesure. Voilà une association qui représente les intérêts des fermes du Canada, et je crois qu'elle a un bureau d'administration à Ottawa. Je mentionne la chose, parce que la principale pression qu'on a faite à l'égard de cette loi a pour origine certaines associations de fermiers à Ottawa, J'ai déjà remarqué, avant aujourd'hui, que c'est surtout à Ottawa que l'on s'écarte le plus rapidement des véritables sentiments du peuple. J'en suis convaincu. Je crois que la grande majorité des citoyens de cette ville ne sont pas inspirés par les mêmes motifs, n'ont pas le même esprit d'initiative et ne témoignent pas la même énergie que les autres citoyens du Canada. Je crains que les membres du Gouvernement ne soient très souvent trompés par l'influence de tant de personnes avec lesquelles ils sont en contact et dont les vues ne sont pas les mêmes que celles des citoyens du dehors.

La question n'est pas nouvelle. Je me rappelle avoir reçu une lettre en 1916 demandant mon opinion à son sujet.

Je réclame l'indulgence de la Chambre pendant que je ferai lecture de ma réponse à cette demande du ministre. Elle est datée du 4 décembre 1916, à Ingersoll, et elle est ainsi conçue:

J'ai reçu votre lettre du 1er courant, concernant la campagne qui se poursuit dans certains milieux pour faire abolir l'interdiction de la vente de la margarine au Canada. Vous me demandez de vous communiquer mon opinion sur la question et de vous dire jusqu'à quel point ceux qui mènent cette campagne représentent l'opinion publique dans les campagnes d'Ontario. En réponse, je ferai observer que le beurre n'est pas le seul article dont le prix ait considérablement augmenté depuis la guerre. Ainsi que vous le savez parfaitement, une quantité considérable de main-d'œuvre et d'énormes capitaux ont été engagés dans l'industrie laitière pour en perfectionner les produits et leurs obtenir la haute réputation dont ils jouissent actuellement; vous savez également qu'il nous reste encore beaucoup à faire pour donner à ces produits la place qu'ils devraient occuper.

Les troupeaux, les bâtisses et l'outillage représentent des dépenses considérables de la part de ceux qui exercent cette industrie. Les produits pour alimenter les troupeaux sont plus rares et plus chers que jamais. La présente année, dans l'Ontario du moins, est une des plus mauvaises que nous ayons eues depuis bien longtemps. Sous le rapport de la main-d'œuvre, l'avenir est loin d'être encourageant, vu que la plupart de ceux qui travaillaient sur des fermes se sont enrôlés ou sont allés travailler dans les fabriques de munition. Dans ces conditions il n'est pas étonnant que le prix du beurre ait augmenté, ni que les partisans d'un substitut qu'on a travaillé et coloré pour lui donner l'apparence du beurre et tromper le consommateur, saisissent cette occasion pour avoir accès au marché canadien. L'industrie laitière qu'il a fallu beaucoup de temps et de travail pour amener à sa situation actuelle, peut être ruinée très rapidement. Un très grand nombre de cultivateurs de ce comté ont déjà vendu et vendent encore leurs troupeaux.

L'industrie laitière a considérablement augmenté la fertilité et le rendement des fermes et ce résultat ne doit pas être mis en danger. Dans cet ordre d'idées il est important aussi de tenir compte des problèmes que nous aurons à résoudre après la guerre. Pour trouver de l'emploi aux soldats qui reviendront du front et aux immigrants que nous attendons, nous devons compter en grande partie sur les fermes. L'élevage étant à la base de toute l'agriculture prospère, quelle carrière est plus attrayante que celle de l'industrie laitière? Je suis porté à croire que le conseil national des femmes et le conseil municipal d'Ottawa, que vous mentionnez dans votre lettre, n'ont étudié la question que du point de vue du consommateur, dans l'espérance de réduire le prix du beurre dans les circonstances anormales dont j'ai parlé. Je suis certain d'avoir exprimé avec beaucoup de modération les vues de ceux qui sont engagés dans l'industrie laitière d'Ontario, sinon du Canada tout entier. Le silence qu'ils gardent sur la question est dû, sans doute, à la certitude qu'ils ont que le Gouvernement ne sera pas amené à prendre une décision si déraisonnable qui permettrait à un substitut contrefait d'être mis sur le marché sous l'étiquette du beurre.

A vous sincèrement,

Donald Sutherland.

Je suis encore plus convaincu que jamais que j'avais raison d'écrire ainsi. Nous avons eu à résoudre le problème des soldats revenus du front. Nous nous sommes efforcés d'en persuader plusieurs de s'établir sur